

Un casque rouge pour les soldats de l'humanitaire

A la tête de la Fondation pour les Casques rouges, Nicole Guedj était dernièrement de passage en Suisse

Stéphanie Arboit

Avocate spécialisée dans les droits de l'homme, Nicole Guedj plaide pour des Casques rouges, une force internationale humanitaire de réaction rapide, placée sous l'égide des Nations Unies (ONU). Nicole Guedj vient de quitter provisoirement le Conseil d'Etat français, «pour avoir les mains plus libres pour défendre les causes qui me tiennent à cœur». Entretien avec cette femme de convictions.

Comment vous est venue cette idée de Casques rouges?

Je suis partie du constat que l'action humanitaire joue le plus grand rôle dans les premières heures. Or, dans les années 90, les personnes sur le terrain de catastrophes n'arrivaient pas à faire diminuer le nombre de victimes, selon moi par manque de coordination et de communication. Pour ce dernier point, je suis à l'origine du container satellitaire qui peut être transporté très rapidement sur place. Pour la coordination, je plaide pour les Casques rouges, frères humanitaires des Casques bleus.

Ne craignez-vous pas de susciter une confusion entre les humanitaires et les militaires, qui serait extrêmement dangereuse pour ceux qui œuvrent sur le terrain?

Par définition, l'ONU n'est pas une organisation militaire mais une institution qui garantit un intérêt commun au-dessus des nations. Il s'agirait en amont de recenser tous les moyens et de préparer des schémas directeurs d'intervention pour savoir, par exemple, quelles sont les équipes les plus proches et les plus compétentes, pour voir qui doit entrer en premier sur le terrain en fonction de la catastrophe à affronter.

Mais il existe déjà l'OCHA, bureau des Nations Unies qui coordonne les organisations



Nicole Guedj: «Les faux procès et les états d'âme ne sont pas mon sujet. L'enjeu est de sauver des vies.»

PATRICK MARTIN

non gouvernementales (ONG), recensant la localisation et l'ampleur des besoins sur place...

Le travail de l'OCHA est intéressant mais est plutôt administratif. Il manque un pouvoir opérationnel exécutif. Qui peut parler de coordination en Haïti? Le président du pays, René Préval, me soutient car il a été témoin comme moi de la grande mobilisation pour son pays, qui a constitué en même temps la plus grande désorganisation de tous les temps! Des équipes de chiens étaient refoulées alors qu'il y avait encore des gens sous les décombres! L'aéroport était saturé, si bien que ce sont les Etats-

Unis qui ont dû en prendre le contrôle.

N'avez-vous pas peur de braquer les ONG, qui font un énorme travail sur le terrain?

Mais je suis des leurs! Je salue leur travail et leur engagement. Eux aussi gagneraient à une meilleure coordination. Et en légitimité aussi, grâce à la caution des Nations Unies, impartiales, qui chapeauteraient l'action.

La supposée neutralité de l'ONU peut prêter à discussion. Votre système pourrait-il induire une «politisation» de l'aide?

Les faux procès et les états d'âme

ne sont pas mon sujet. L'enjeu est de sauver des vies. L'ONU a certes ses faiblesses - et je suis favorable à une réforme de l'organisation. Mais je répète que les Nations Unies peuvent garantir la légitimité et l'impartialité.

Economiquement également, les hommes existent déjà - comme à l'OCHA. Il s'agit d'optimiser les moyens en mettant en place un nouveau mode de gouvernance de l'action humanitaire. Regardez le cas de la Birmanie, ravagée par le cyclone *Nargis* en 2008: il a fallu trois semaines avant que la junte n'accepte un interlocuteur, l'ONU. Je n'ose imaginer les vies que l'on aurait sauvées.